

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juillet 2000

FAITS SAILLANTS

 **Après un premier trimestre vigoureux, le PIB réel a fait une pause en avril, reflétant ainsi la faiblesse qui touche le secteur manufacturier.**

 **En juin, l'emploi a légèrement régressé. Il s'agit de la première baisse en deux ans et demi. Le taux de chômage au Canada est toutefois resté le même, soit 6,6 %.**

 **Au Canada, les marchés boursiers affichent de bons résultats grâce à la forte demande étrangère d'actions canadiennes.**

 **Le taux d'inflation, mesuré par l'IPC, s'est redressé de 2,4 % en avril, sous l'impulsion de la hausse des prix de l'énergie.**

 **La Banque du Canada n'a pas modifié ses taux après avoir appliqué une hausse de 50 points en mai.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1992, milliards)	774,6	-0,0	4,3	Avril
Biens	259,2	-0,2	5,5	Avril
Services	515,4	0,0	3,7	Avril
Indice composite	162,7	0,7	8,4	Mai
Emplois (En milliers)	14 891	-0,1	2,6	Juin
Temps plein	12 174	-0,2	3,2	Juin
Temps partiel	2 717	0,4	0,1	Juin
Chômage (En %)	6,6	6,6	7,5	Juin
Jeunes*	11,8	12,5	13,2	Juin
Adultes*	5,6	5,5	6,4	Juin
Inflation mesurée par l'IPC*	2,4	2,1	1,6	Mai
Ventes au détail (En M\$)	22 569	-1,2	5,7	Avril
Mises en chantier (En milliers)	139,3	-1,8	-8,2	Juin
Balance commerciale* (En M\$)	3 172	4 113	2 464	Avril
Exportations	32 774	-3,0	14,0	Avril
Importations	29 602	-0,3	12,6	Avril
M&É	9 911	2,0	14,8	Avril
Papier comm. à trois mois* (En %)	5,87	5,98	4,86	5 juillet
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,53	5,63	5,63	5 juillet
Dollar canadien* (En cents US)	67,51	66,82	68,35	7 juillet

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les Indicateurs économiques mensuels (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Juillet 2000

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court terme et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 7 juillet 2000. Il a été préparé par Marianne Blais, Julie Dubois, Joe Macaluso, Arif Mahmud et Karen Smith de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Raynald Létourneau et de Shane Williamson. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Shane Williamson au 613-995-8452 ou par Internet à williamson.shane@ic.gc.ca



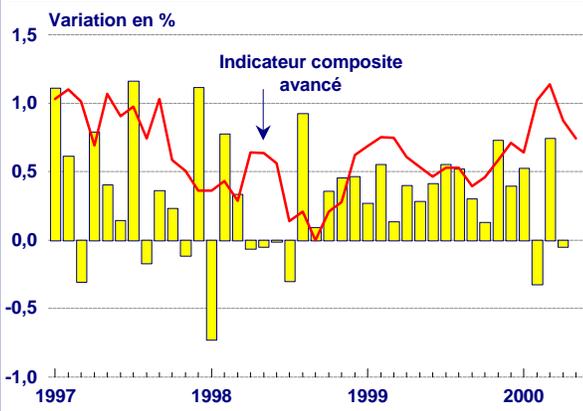
En avril, la production a légèrement régressé...

- En avril, le PIB réel au coût des facteurs a légèrement reculé après avoir enregistré un bond le mois précédent. La baisse s'est surtout fait sentir dans le secteur des biens puisque le niveau d'activité n'a pas beaucoup changé dans le secteur des services.

...des changements compensateurs se produisant dans les principaux groupes industriels

- En avril, la production de biens a diminué de 0,2 %, principalement en raison d'une baisse de 0,9 % observée dans le secteur manufacturier. Une nette réduction de la production dans l'industrie automobile a fait chuté le niveau d'activité, celui-ci étant inférieur de 13,4 % au sommet enregistré en août dernier. Dans les autres industries productrices de biens, on a noté une augmentation de la production dans l'industrie minière pour une neuvième fois en dix mois. De plus, l'industrie des services publics a connu une forte augmentation grâce au retour à des températures plus proches des normales de la saison à l'est des Rocheuses.
- Dans le secteur des services, la stabilité de la production globale, en avril, cache certains changements importants qui sont survenus dans les principaux groupes industriels. Par exemple, une baisse de la production a touché l'industrie du transport, tandis qu'un recul des ventes d'automobiles a ralenti l'activité dans la vente au détail. Par ailleurs, l'industrie des communications a profité d'une augmentation de l'utilisation des services de l'interurbain, et les services de conseils en informatique ont fait progresser les services aux entreprises.

PIB réel au coût des facteurs

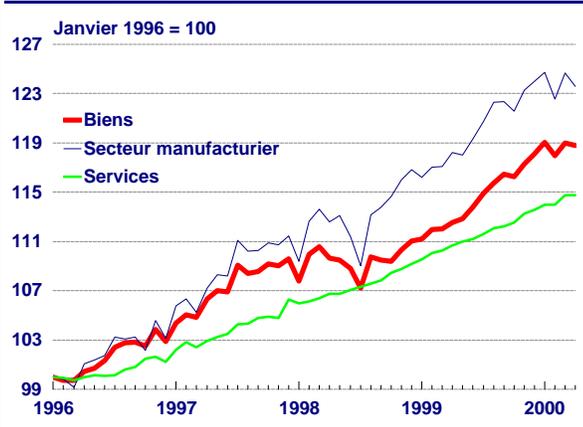


PIB réel au coût des facteurs (En \$ 1992)

Avril 2000	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	774 562	-369	-0,0	4,3
Secteur des entreprises	644 919	-603	-0,1	5,1
Biens	259 167	-436	-0,2	5,5
Agriculture	13 798	53	0,4	2,9
Pêche et piégeage	749	-19	-2,5	2,2
Abattage du bois et foresterie	4 641	-42	-0,9	3,9
Exploitation minière*	29 088	499	1,7	12,5
Sect. manufacturier	140 882	-1 217	-0,9	4,5
Construction	43 978	-208	-0,5	6,5
Autres services publics	26 031	498	2,0	3,8
Services	515 395	67	0,0	3,7
Transport et entreposage	35 801	-678	-1,9	4,1
Communications	29 630	492	1,7	13,6
Commerce de gros	46 405	-187	-0,4	1,5
Commerce de détail	48 196	-219	-0,5	5,4
Finance et assurances	44 363	-32	-0,1	7,3
Agents d'ass. et agents imm.	81 016	38	0,0	2,5
Services commerciaux	46 388	404	0,9	8,7
Services gouvernementaux	46 069	8	0,0	1,8
Enseignement	40 521	176	0,4	0,2
Soins de santé et services sociaux	47 079	34	0,1	0,0
Logement et alimentation	19 828	29	0,1	0,5
Autres	30 099	2	0,0	1,8

* Comprend l'exploitation des carrières, le pétrole brut et le gaz naturel

PIB réel par principal secteur





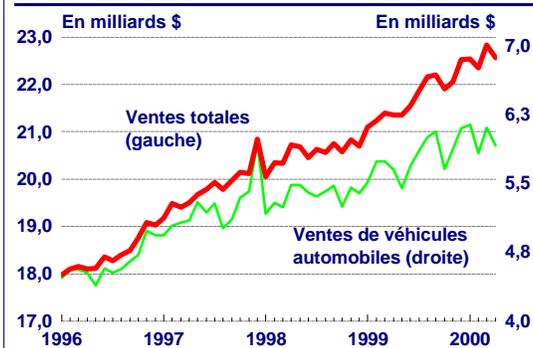
Les dépenses de consommation ont conservé leur vigueur au premier trimestre...

- La consommation réelle s'est accrue de 3,4 % (taux annuel) au premier trimestre de 2000, soit à un rythme légèrement plus lent que celui du trimestre précédent.
- Malgré un temps d'arrêt dans les ventes d'automobiles, les dépenses de consommation ont été le fait, encore une fois, des biens durables et semi-durables. Le niveau élevé d'activité sur les marchés financiers a donné un élan aux dépenses liées aux services financiers, juridiques et autres pour un cinquième trimestre d'affilée.

...mais elles pourraient s'atténuer au cours des prochains trimestres

- Les gains récents au chapitre du revenu devraient contribuer à stimuler les dépenses des ménages. De fait, au premier trimestre, le revenu disponible des particuliers s'est accru de 5,5 % (taux annuel), ce qui constitue la quatrième augmentation trimestrielle consécutive de plus de 4 %. Cependant, la récente montée des taux d'intérêt et le ralentissement du rythme de création d'emplois ont affaibli quelque peu la confiance des consommateurs.
- En avril, le recul noté dans l'industrie de l'automobile, les magasins de vêtements et les magasins vendant surtout des produits saisonniers, a fait fléchir de 1,2 % les ventes au détail. Cette baisse est venue annuler environ la moitié du gain de 2,2 % enregistré en mars.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



Ventes au détail et crédit à la consommation

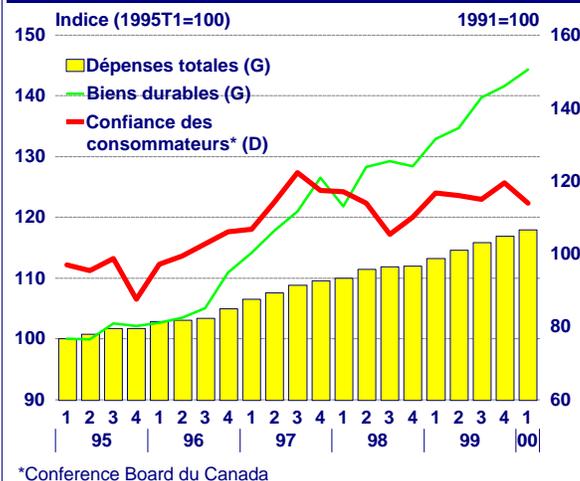
	Variation en % depuis		
	Avril 2000	le mois	l'an
	En millions \$	le mois	le dernier
Total - Ventes au détail (DD)	22 569	-1,2	5,7
Alimentation	5 067	1,0	3,8
Pharmacies	1 129	1,8	3,0
Vêtements	1 219	-3,2	2,1
Meubles	1 260	1,3	17,3
Automobiles	8 936	-3,4	7,3
Magasins de march. diverses	2 555	0,8	4,2
Tous les autres magasins	2 405	-0,9	3,4
Total excluant véhicules automobiles	16 654	-0,5	6,1
Crédit à la consommation	177 622	0,5	8,5

(Données non révisées)

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)	1998		1999	
	1998	1999	1999 T4	2000 T1
Consommation réelle (En \$ 1992)	487 866	504 763	512 468	516 804
Variation en %	2,9	3,5	3,7	3,4
Biens durables	66 487	71 859	74 136	75 604
Variation en %	5,9	8,1	5,2	8,2
Biens semi-durables	45 751	47 103	47 544	48 516
Variation en %	4,4	3,0	-0,3	8,4
Biens non durables	120 795	123 344	124 580	125 012
Variation en %	1,7	2,1	3,2	1,4
Services	254 833	262 457	266 208	267 672
Variation en %	2,5	3,0	4,2	2,2
Revenu disponible	567 960	590 608	600 560	608 680
Variation en %	3,9	4,0	4,5	5,5
Taux d'épargne (En %)	4,5	3,7	3,2	3,4
Ratio d'endettement (En %)	94,9	96,1	96,4	96,3

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs





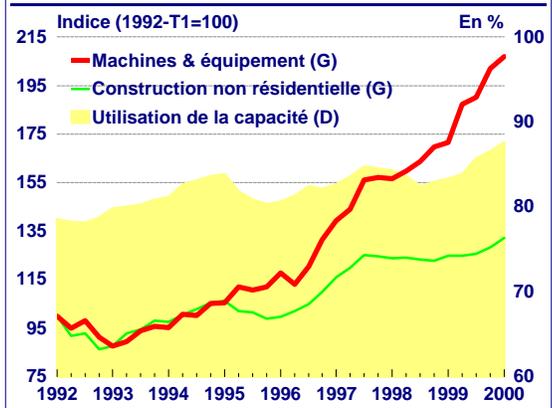
Au premier trimestre, les investissements des entreprises ont solidement progressé...

- Au premier trimestre, les investissements des entreprises dans les usines et l'équipement ont grimpé de 11,2 % (taux annuel), après avoir fait un bond encore plus important au quatrième trimestre. Les dépenses relatives aux M&É ont crû de 10,5 %, surtout grâce à la vigueur des achats d'ordinateurs et de matériel de bureau.
- La construction non résidentielle a progressé de 12,5 % au premier trimestre. La forte croissance observée dans les champs de pétrole a été alimentée par l'augmentation des prix de l'énergie.

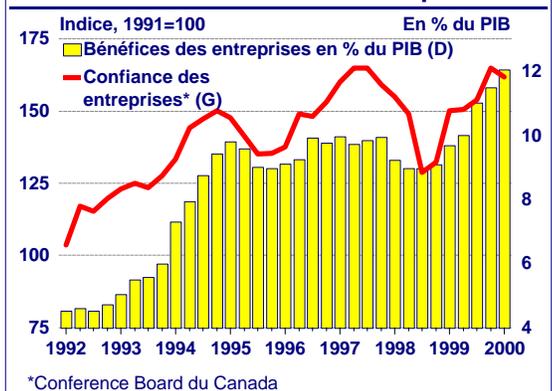
...et il semble qu'ils continueront sur cette lancée tout au long de l'année

- Les perspectives semblent favorables à l'investissement pour le reste de l'année 2000. Après un important redressement en 1999, les bénéfices d'exploitation des entreprises ont poursuivi leur croissance au premier trimestre de 2000. Compte tenu des taux élevés d'utilisation de la capacité, d'autres investissements dans les usines et l'équipement seront nécessaires pour répondre à la forte demande de produits industriels au Canada et à l'étranger.
- En effet, les importations de machines et d'équipement ont crû de 2,0 % en avril, après avoir fortement progressé en mars. Toutefois, en avril, la construction non résidentielle a enregistré une baisse de 0,9 %, qui a fait suite à une hausse d'une proportion équivalente en mars.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	1998	1999	1999 T2	1999 T3	1999 T4	2000 T1
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines & équipement (En \$ 1992)	65 357	75 557	75 396	76 508	81 248	83 304
Variation en %	9,0	15,6	41,9	6,0	27,2	10,5
Construction non résidentielle (1992\$)	39 502	40 288	39 956	40 200	41 040	42 264
Variation en %	1,7	2,0	0,0	2,5	8,6	12,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	83,3	84,8	83,8	85,7	86,5	87,6
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	83,8	85,7	84,5	86,8	87,2	87,9
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	142 296	174 317	170 760	181 716	189 792	213 156
Variation en %	-13,3	22,5	47,3	28,2	19,0	59,1
Bénéfices - Industries non financières	94 891	123 372	117 724	129 740	135 332	147 744
Variation en %	-13,6	30,0	27,9	47,5	18,4	42,0
Bénéfices - Industries financières	47 406	50 945	53 036	51 976	54 460	65 412
Variation en %	-12,5	7,5	105,3	-7,8	20,5	108,1
Crédit aux entreprises	686 869	717 831	711 297	720 870	730 899	741 583
Variation en %	10,0	4,5	1,7	5,5	5,7	6,0



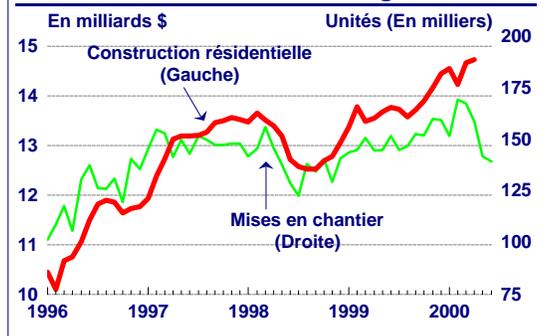
Au premier trimestre, le marché du logement a affiché un gain important...

- Les investissements des entreprises dans la construction résidentielle ont connu une vive croissance (9,8 %) au premier trimestre de 2000, à la suite d'un bond encore plus impressionnant au trimestre précédent.
- Les dépenses relatives aux travaux de rénovation ont connu leur deuxième hausse trimestrielle consécutive, et le marché de la revente est resté actif. Cependant, la construction de logements neufs a ralenti, ce qui tranche avec la forte hausse observée au quatrième trimestre.

...mais cette croissance pourrait s'amenuiser au cours de l'année

- La majoration des taux hypothécaires, l'augmentation du prix des maisons et le repli récent des reventes de maisons (comparativement à des niveaux record en 1999) laissent présager une certaine instabilité sur le marché de l'habitation, en l'an 2000.
- Dans la construction résidentielle, l'activité est restée essentiellement la même en avril, alors que la vente de logements existants a baissé de 8,4 %. Le nombre de mises en chantier a diminué en avril pour un quatrième mois de suite, et cette baisse est attribuable en partie à la grève qui a eu lieu dans l'industrie de la construction à Toronto. Malgré ces signes de faiblesse, la valeur des permis accordés dans le secteur de la construction résidentielle a crû de 9,0 % au cours des cinq premiers mois de l'année par rapport à la même période l'an dernier.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

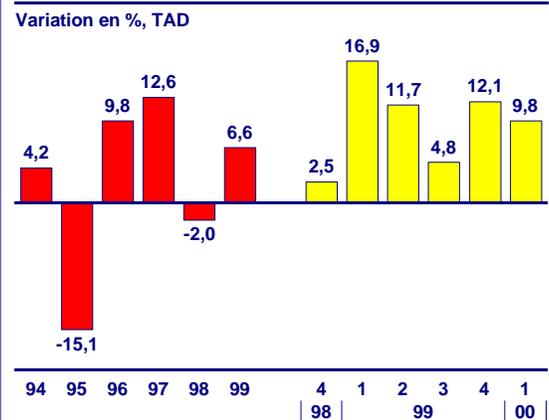
	Niveaux	Variation depuis le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1992, en M; base du coût des facteurs)	14 720	0,4%	8,7%
Permis de construction, en M\$ (2)	1 647	6,7%	-1,7%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	19 641	566	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	139 300	-2 500	-12 400
Terre-Neuve	800	-300	-600
Île-du-Prince-Édouard	400	0	-100
Nouvelle-Écosse	2 800	-900	-1 800
Nouveau-Brunswick	1 400	-100	-1 800
Québec	16 500	-500	-7 200
Ontario	57 200	4 000	-14 500
Manitoba	1 600	300	-1 200
Saskatchewan	2 500	500	-300
Alberta	20 700	-4 300	-6 300
Colombie-Britannique	12 100	-1 200	-1 900

1 - Données d'avril 2 - données de mai 3- données de juin
Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1992, TAD (à moins d'indication contraire)	1998	1999	1999 T4	2000 T1
Construction résidentielle	41 523	44 259	45 760	46 844
Variation en %	-2,0	6,6	11,8	9,8
Construction par secteur	41 277	43 983	45 496	46 572
Variation en %	-2,0	6,6	12,1	9,8
Logements neufs	20 701	22 258	23 472	23 652
Variation en %	-3,5	7,5	21,3	3,1
Travaux de réparation et d'amélioration	13 640	14 399	14 848	15 520
Variation en %	2,4	5,6	19,9	19,4
Frais de propriété et de transfert	7 182	7 259	7 440	7 672
Variation en %	-5,7	1,1	-23,2	13,1

Croissance de la construction résidentielle réelle





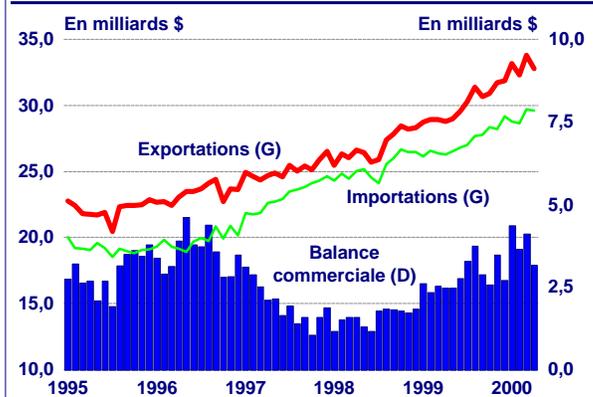
En avril, les exportations ont chuté...

- En avril, les exportations ont chuté de 3,0 %, après avoir enregistré une hausse marquée en mars. Même si les exportations de presque tous les groupes de produits de base ont subi une baisse au cours du mois, celle-ci a été plus marquée dans les produits automobiles, les produits énergétiques ainsi que les biens et matériaux industriels. La diminution de la valeur des exportations de produits énergétiques est presque entièrement attribuable à une baisse des prix plutôt que des volumes.
- En avril, les importations n'ont reculé que de 0,3 %, par rapport à une augmentation de 3,7 % au mois précédent. Les baisses notées dans la plupart des grandes catégories -- surtout les produits automobiles -- ont été largement compensées par la hausse des importations des M&É liés à des investissements. Le recul des importations de produits automobiles témoigne de la faiblesse générale de l'activité dans cette industrie.

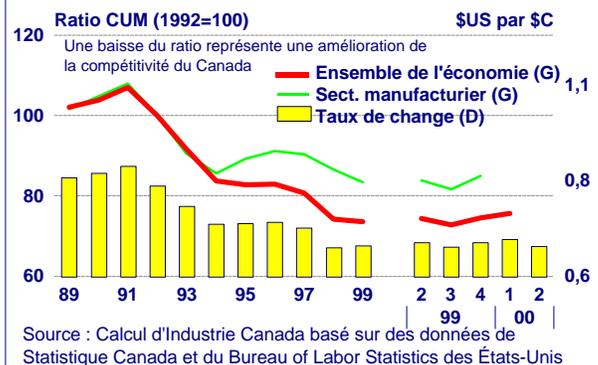
...entraînant une baisse de l'excédent commercial

- Comme la baisse des exportations a surpassé celle des importations, l'excédent au titre du commerce des marchandises du Canada a fléchi pour se situer à 3,2 milliards de dollars en avril.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Avril 2000	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Mars 2000	Avril 2000	Janv.-avril 1999	Janv.-avril 2000	Mars-avril 2000	Mars-avril 2000	Avril 1999-avril 2000	
Exportations	33 795	32 774	115 312	132 011	-1 021	-3,0	14,0	
vers les États-Unis	28 877	28 428	98 730	113 306	-449	-1,6	14,9	
Importations	29 682	29 602	105 376	116 719	-80	-0,3	12,6	
en provenance des États-Unis	22 242	21 979	81 338	87 369	-263	-1,2	8,5	
Balance commerciale	4 113	3 172	9 936	15 292	-941			
avec les États-Unis	6 635	6 449	17 392	25 937	-186			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 276	2 191	8 289	8 796	-85	-3,7	10,5	
Produits énergétiques	3 576	3 310	7 662	13 732	-266	-7,4	52,4	
Produits de la forêt	3 503	3 535	12 538	14 069	32	0,9	9,3	
Biens et matériaux industriels	5 405	5 124	18 493	20 839	-281	-5,2	12,2	
Machines et équipement	8 393	8 275	27 557	32 242	-118	-1,4	19,3	
Produits automobiles	8 289	7 907	31 693	32 856	-382	-4,6	4,1	
Autres biens de consommation	1 160	1 168	4 510	4 639	8	0,7	2,0	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 507	1 448	5 860	5 953	-59	-3,9	-1,8	
Produits énergétiques	1 376	1 311	2 774	5 218	-65	-4,7	61,5	
Produits de la forêt	262	255	888	1 000	-7	-2,7	9,4	
Biens et matériaux industriels	5 964	5 918	20 125	23 092	-46	-0,8	18,0	
Machines et équipement	9 716	9 911	35 032	38 569	195	2,0	14,8	
Produits automobiles	6 531	6 367	24 638	25 745	-164	-2,5	4,0	
Autres biens de consommation	3 266	3 329	12 009	12 914	63	1,9	12,1	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emploi et chômage

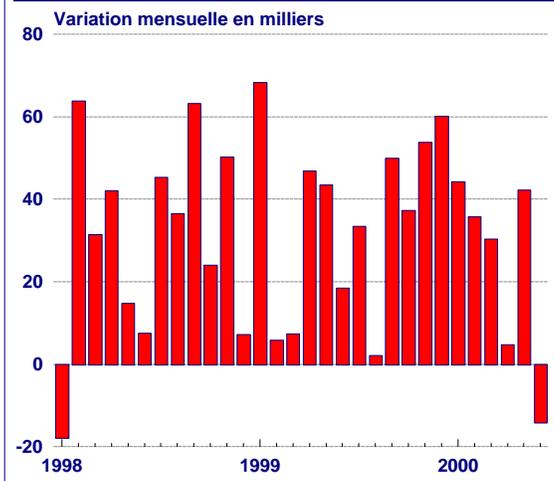
En juin, l'emploi a régressé...

- Le nombre d'emplois a diminué de 14 000 en juin, marquant ainsi la première baisse mensuelle depuis le début de 1998. Le nombre d'emplois créés d'avril à juin ne s'est établi en moyenne qu'à 11 000 par mois, comparativement à 44 000 en moyenne durant les six mois précédents.
- Tous les emplois perdus en juin étaient des emplois à temps plein (-25 000). D'autre part, une légère augmentation du nombre d'emplois à temps partiel a été notée (+11 000). Même si la croissance de l'emploi au cours de la dernière année est presque entièrement attribuable aux nouveaux emplois à temps plein, ces derniers affichent une croissance beaucoup plus lente depuis quelques mois.

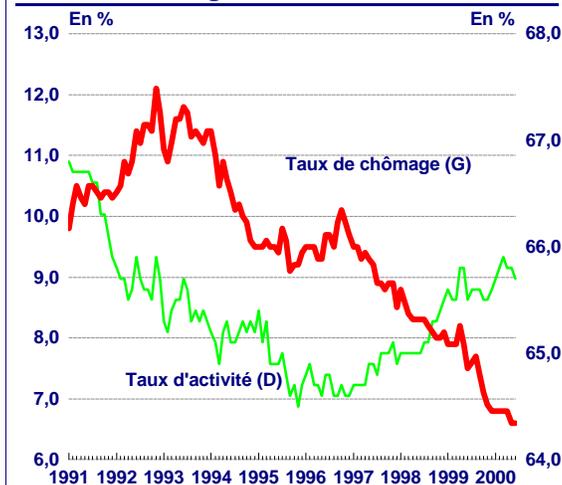
...mais le taux de chômage n'a pas changé (6,6 %)

- Le taux de chômage national est resté le même en juin (6,6 %), soit le plus faible taux depuis mars 1976. La légère baisse de l'emploi a été contrebalancée par une diminution du nombre de personnes à la recherche d'un emploi (surtout les jeunes).
- Malgré d'importantes pertes d'emplois, le taux de chômage chez les jeunes a régressé de 0,7 point de pourcentage pour se situer à 11,8 % en juin. Cette baisse est attribuable à une réduction encore plus forte de la population active dans ce groupe d'âge. Le taux de chômage chez les adultes s'est légèrement accru, puisque l'augmentation du nombre de personnes à la recherche d'un emploi a été plus forte que celle des nouveaux emplois.

Emploi



Taux de chômage



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 1999	Mai 2000	Juin 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	14 510,7	14 904,9	14 890,8	-14,1	380,1	143,3	-0,1	2,6
Temps plein	11 797,7	12 199,3	12 174,0	-25,3	376,3	78,6	-0,2	3,2
Temps partiel	2 713,0	2 705,5	2 716,8	11,3	3,8	64,7	0,4	0,1
Jeunes 15-24	2 202,3	2 285,0	2 263,2	-21,8	60,9	9,1	-1,0	2,8
Adultes 25+	12 308,4	12 619,8	12 627,6	7,8	319,2	134,3	0,1	2,6
Travailleurs indépendants	2 481,5	2 438,5	2 417,5	-21,0	-64,0	-91,5	-0,9	-2,6
Chômage	1 170,8	1 056,6	1 051,2	-5,4	-119,6	-23,7	-0,5	-10,2
Taux de chômage	7,5	6,6	6,6	0,0	-0,9	-0,2		
Jeunes 15-24	13,2	12,5	11,8	-0,7	-1,4	-1,3		
Adultes 25+	6,4	5,5	5,6	0,1	-0,8	0,0		
Population active	15 681,5	15 961,5	15 942,0	-19,5	260,5	119,7	-0,1	1,7
Taux d'activité	65,5	65,8	65,7	-0,1	0,2	0,1		
Taux d'emploi	60,6	61,5	61,4	-0,1	0,8	0,2		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

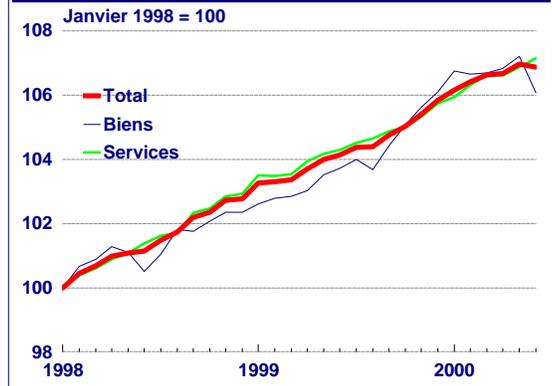
Les pertes d'emplois ont surtout été observées dans les industries productrices de biens...

- En juin, le secteur des biens a perdu 41 000 emplois, les pertes les plus importantes étant le fait des industries de la fabrication et de la construction. Dans les industries de la fabrication, l'emploi s'est considérablement affaibli au cours des derniers mois et, dans l'industrie de la construction, il a enregistré sa quatrième baisse mensuelle d'affilée.
- Dans le secteur des services, le nombre d'emplois a augmenté de 27 000. Les industries suivantes ont affiché les plus fortes hausses : la gestion, les services administratifs et autres services de soutien ainsi que les services d'enseignement. Le fléchissement de l'emploi dans l'industrie du transport reflète le ralentissement de l'activité dans le secteur manufacturier.

...et dans le secteur privé

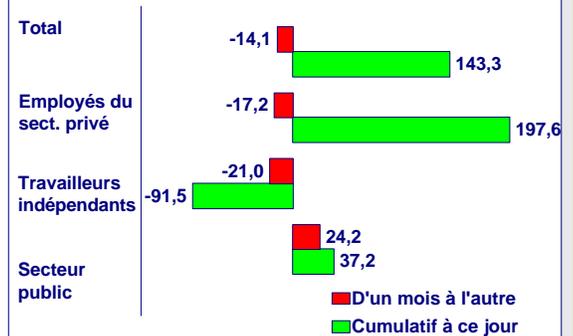
- Dans le secteur public, le nombre d'emplois a crû de 24 000 en juin, ce qui porte à 86 000 le nombre d'emplois créés au cours de la dernière année. Même si l'administration publique a subi des pertes d'emplois, l'enseignement ainsi que la santé et les services sociaux ont enregistré des gains.
- Par contre, dans le secteur privé, la situation de l'emploi s'est détériorée en juin. Le nombre d'employés rémunérés a fléchi de 17 000 et celui des travailleurs autonomes, de 21 000.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Juin 2000 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Juin 1999	Mai 2000	Juin 2000	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 778,6	3 906,2	3 864,8	-41,4	86,2	-0,5	-1,1	2,3
Agriculture	411,1	386,8	377,0	-9,8	-34,1	-22,1	-2,5	-8,3
Ressources naturelles*	262,8	290,3	286,6	-3,7	23,8	11,3	-1,3	9,1
Services publics	116,8	117,0	117,0	0,0	0,2	1,6	0,0	0,2
Construction	772,2	818,5	808,5	-10,0	36,3	1,1	-1,2	4,7
Fabrication	2 215,6	2 293,5	2 275,7	-17,8	60,1	7,5	-0,8	2,7
Services	10 732,1	10 998,6	11 026,0	27,4	293,9	143,8	0,2	2,7
Commerce	2 246,3	2 308,0	2 303,5	-4,5	57,2	31,8	-0,2	2,5
Transport	743,7	790,7	780,0	-10,7	36,3	15,8	-1,4	4,9
FASI*	862,8	853,8	862,5	8,7	-0,3	-2,8	1,0	-0,0
Services prof./scientifiques	898,4	935,2	933,5	-1,7	35,1	7,0	-0,2	3,9
Administration et gestion	511,7	532,6	550,7	18,1	39,0	33,2	3,4	7,6
Enseignement	978,3	966,4	981,2	14,8	2,9	-20,5	1,5	0,3
Soins de santé/assist. sociale	1 451,3	1 547,4	1 543,4	-4,0	92,1	71,5	-0,3	6,3
Information, culture, loisirs	623,0	659,2	663,2	4,0	40,2	27,0	0,6	6,5
Hébergement et restauration	916,7	974,0	974,1	0,1	57,4	23,5	0,0	6,3
Autres services	724,0	678,9	689,0	10,1	-35,0	-19,9	1,5	-4,8
Administration publique	775,8	752,3	744,8	-7,5	-31,0	-23,0	-1,0	-4,0

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



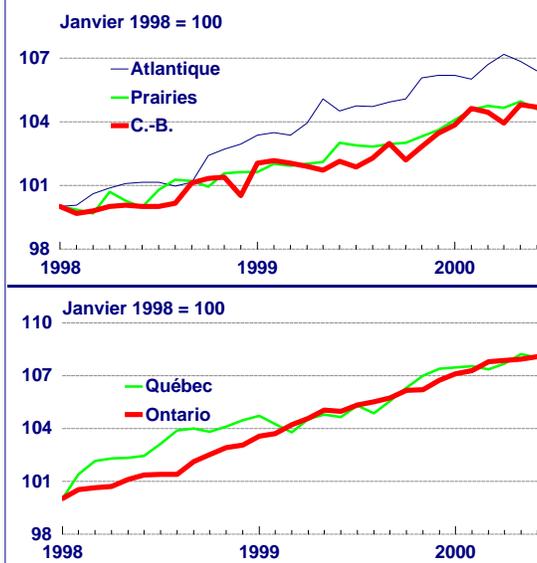
On constate des pertes d'emplois dans toutes les régions...

- En juin, l'emploi a fléchi dans toutes les provinces, sauf en Ontario et au Manitoba. En pourcentage, les pertes les plus prononcées ont été notées à l'île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan et à Terre-Neuve.
- Néanmoins, d'une année à l'autre, l'emploi a crû dans toutes les provinces.

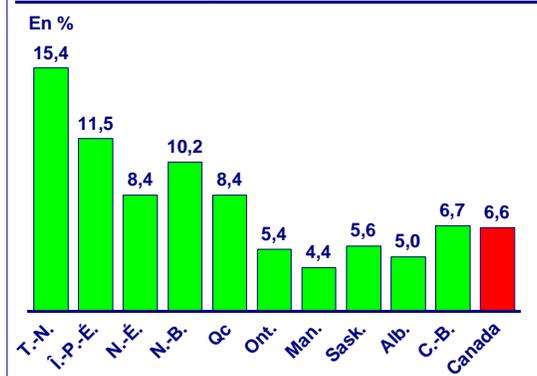
...mais les taux de chômage n'ont pas changé dans la plupart des provinces

- Les taux de chômage de presque toutes les provinces ont peu ou pas changé en juin. Les hausses les plus fortes ont été observées à l'île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan, qui ont accusé une forte diminution du nombre d'emplois.
- C'est à Terre-Neuve que le taux de chômage a le plus baissé, malgré l'importante perte d'emplois que cette province a subie en juin. Toutefois, une diminution encore plus forte de la population active a plus que compensé les pertes observées. Le taux de chômage de Terre-Neuve reste tout de même le plus élevé au Canada (15,4 %).
- Le taux de chômage le plus faible est celui du Manitoba. Les taux sont généralement plus bas dans les Prairies et en Ontario et plus élevés dans les provinces atlantiques.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Juin 2000



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)						Taux de chômage (en %)		
	Niveaux Juin 2000	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier		l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		le mois dernier	l'an dernier	
Canada	14 890,8	-14,1	-0,1	380,1	2,6	6,6	0,0	-0,9	
Terre-Neuve	205,6	-1,7	-0,8	0,5	0,2	15,4	-0,7	-1,7	
Î.-P.-É.	63,8	-1,8	-2,7	2,5	4,1	11,5	1,0	-2,3	
Nouvelle-Écosse	419,8	-0,5	-0,1	9,2	2,2	8,4	0,2	-0,6	
Nouveau-Brunswick	331,2	-0,2	-0,1	6,0	1,8	10,2	0,0	1,4	
Québec	3 446,1	-6,4	-0,2	107,5	3,2	8,4	-0,1	-1,0	
Ontario	5 846,7	8,0	0,1	167,0	2,9	5,4	-0,1	-0,7	
Manitoba	555,3	0,8	0,1	11,1	2,0	4,4	-0,2	-1,3	
Saskatchewan	485,5	-4,4	-0,9	4,2	0,9	5,6	0,6	0,0	
Alberta	1 585,3	-5,8	-0,4	24,4	1,6	5,0	0,3	-0,5	
C.-B.	1 951,5	-2,1	-0,1	47,6	2,5	6,7	-0,1	-2,0	



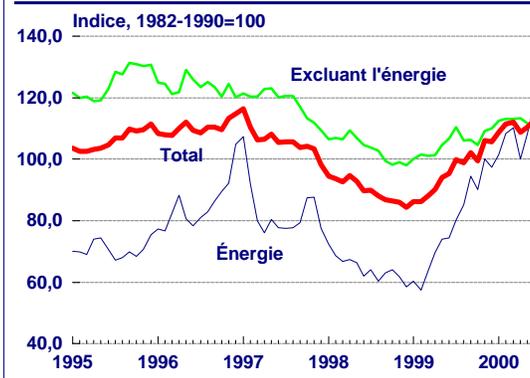
En mai, la hausse des prix de l'énergie a fait monter l'inflation...

- En mai, les prix à la consommation ont augmenté de 2,4 %, d'une année à l'autre, sous l'impulsion de la hausse de 14,1 % des prix de l'énergie. La hausse des frais d'intérêts hypothécaires ainsi que des frais de scolarité a également contribué à faire monter l'IPC en mai. Ces augmentations ont été en partie compensées par une baisse des prix des fruits frais, du matériel et des fournitures informatiques, ainsi que par les achats de véhicules automobiles.
- D'un mois à l'autre, les prix ont crû de 0,5 % en mai, principalement en raison d'un renchérissement du logement, des fruits et légumes frais, de l'essence, du gaz naturel et des frais d'intérêts hypothécaires.

...mais le taux d'inflation « de base » reste dans la limite inférieure de la fourchette cible officielle

- Excluant l'énergie, les aliments et l'incidence des impôts indirects, le taux d'inflation « de base » s'est fixé à 1,3 % en mai, restant ainsi près de la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %), établie conjointement par la Banque du Canada et le ministère des Finances.
- D'une année à l'autre, les prix des produits de base se sont accrus de 18,1 % en juin. Cette augmentation est surtout attribuable au renchérissement de l'énergie, dont les prix ont grimpé de 58,8 %. Excluant les prix de l'énergie, l'indice n'a augmenté que de 2,7 %, soit la plus faible hausse en un an.

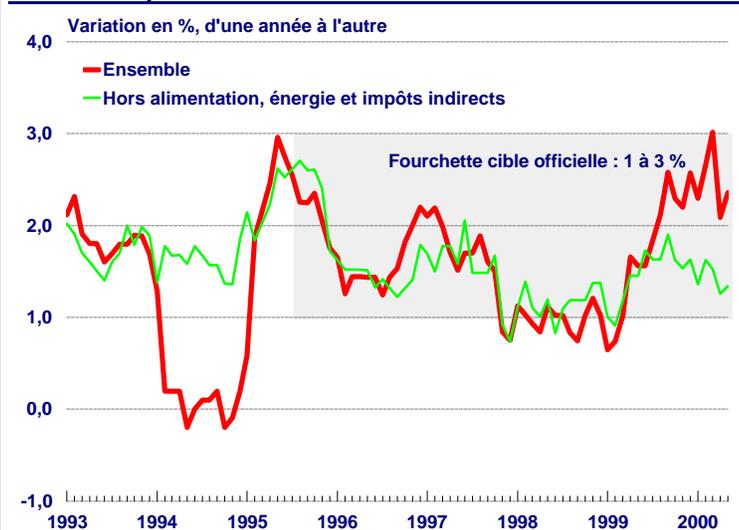
Prix des produits de base (\$ US)



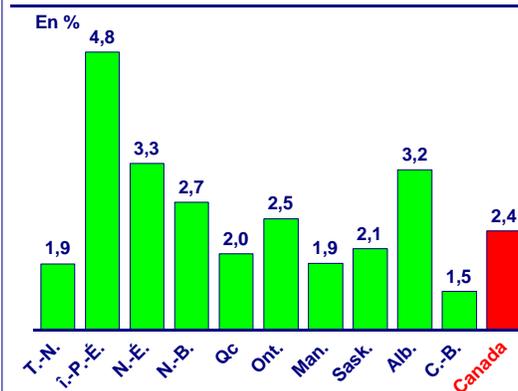
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	113,0	0,5	2,4
Alimentation	112,1	0,7	0,9
Logement	107,8	0,3	3,1
Équipement du ménage	109,6	0,1	0,5
Habillement et chaussures	104,7	-0,4	-0,2
Transport	129,9	0,5	4,7
Santé et soins personnels	112,1	0,5	1,5
Loisirs, formation et lecture	122,7	1,4	2,6
Alcool et tabac	97,4	0,6	2,9
IPC hors alimentation et énergie	113,3	0,3	1,3
Énergie	123,7	1,2	14,1
Prix des produits de base (juin)			
Indice, 1982-1990=100	112,7	2,0	18,1
Excluant l'énergie	109,6	-1,8	2,7
Énergie	118,3	9,1	58,8

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Mai 2000



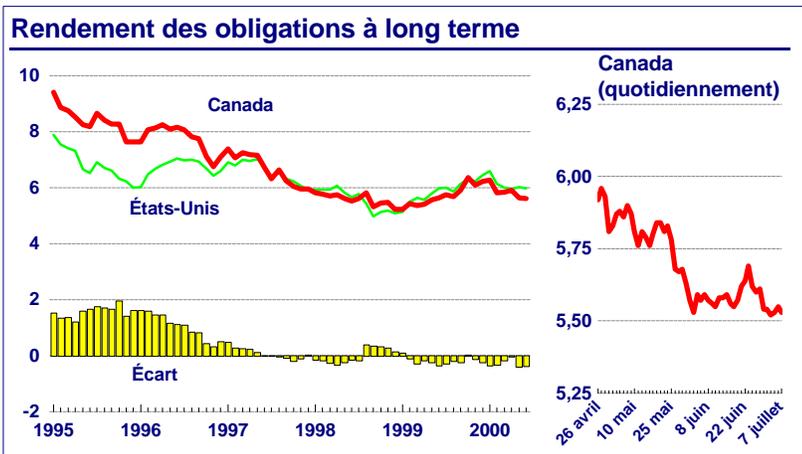
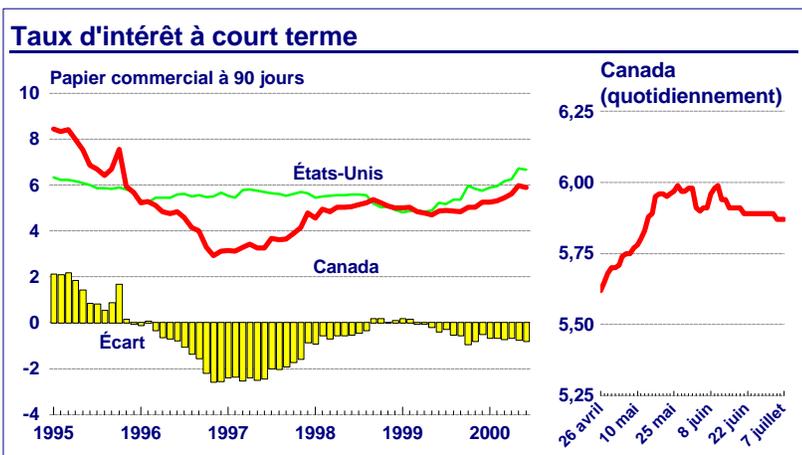


En juin, la Banque du Canada n'a pas modifié son taux directeur...

- Après avoir haussé, en mai, ses taux de 50 points de base, la Banque du Canada a décidé de ne pas modifier son taux directeur, celui-ci se fixant à 6,0 % en juin. Cette décision a fait suite à plusieurs rapports économiques qui laissaient supposer que les hausses précédentes des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance aux États-Unis avaient peut-être commencé à refroidir l'économie canadienne.
- Les taux d'intérêt à court terme déterminés par le marché se sont accrus au début du mois, atteignant un sommet de 6,0 % le 12 juin. Toutefois, ils ont reculé pour se situer autour de 5,9 % une fois dissipées les craintes d'une hausse des taux d'intérêt à la fin du mois.
- L'écart entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis est resté essentiellement le même en juin, les taux canadiens étant inférieurs de 78 points de base aux taux américains comparables à la fin du mois.

...et les rendements des obligations à long terme ont terminé le mois au même niveau qu'à la fin mai

- Les rendements des obligations à long terme ont été relativement stables durant presque tout le mois de juin. La seule exception a été une hausse de courte durée qui a porté à 5,7 % les rendements, le 23 juin. Toutefois, les taux longs n'ont pas tardé à fléchir à nouveau, terminant le mois de juin à 5,6 %, soit presque la même chose qu'en mai.
- Les rendements des obligations canadiennes à long terme sont actuellement inférieurs aux taux courts canadiens et restent inférieurs de près de 40 points de base aux rendements comparables aux États-Unis.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1998	5,02	0,09	5,23	0,14
1999	5,27	-0,49	6,23	-0,22
Janv. 2000	5,25	-0,64	6,27	-0,33
Févr.	5,31	-0,64	5,83	-0,31
Mars	5,46	-0,72	5,84	-0,15
Avril	5,62	-0,64	5,92	-0,03
Mai	5,98	-0,74	5,63	-0,39
Juin	5,89	-0,78	5,61	-0,36
5 juillet	5,87	-0,75	5,53	-0,33

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an / cinq ans	
1998	5,25	6,75	6,20	6,60
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
Janv. 2000	5,00	6,50	7,60	8,55
Févr.	5,25	6,75	7,60	8,55
Mars	5,50	7,00	7,70	8,35
Avril	5,50	7,00	7,70	8,35
Mai	6,00	7,50	8,30	8,75
Juin	6,00	7,50	8,10	8,45
5 juillet	6,00	7,50	8,10	8,45

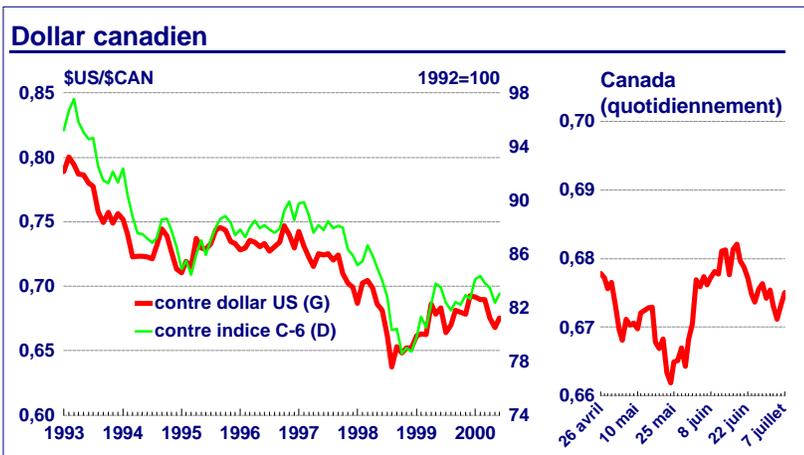


En juin, les prix des actions canadiennes se sont fortement redressés...

- En juin, le TSE 300 a progressé de 10,2 % après avoir reculé en avril et en mai. L'indice a terminé le mois au-dessus des 10 000 points et il a poursuivi son ascension au début de juillet, affichant 10 380 points, à la clôture, le 7 juillet. Le TSE 300 a enregistré un gain important de 20,2 % depuis janvier, en partie à cause d'une forte demande étrangère de titres canadiens. Cette hausse de la demande est peut-être attribuable en partie aux rendements relativement faibles des principaux indices boursiers des États-Unis au cours de cette période.
- Grâce au rendement spectaculaire du TSE 300 depuis le début de l'année, l'indice canadien est presque à égalité avec le Dow Jones. Au 7 juillet, le TSE 300 n'était inférieur que de 255 points à l'indice américain, comparativement à un écart de 4 000 points enregistré il y a un an.

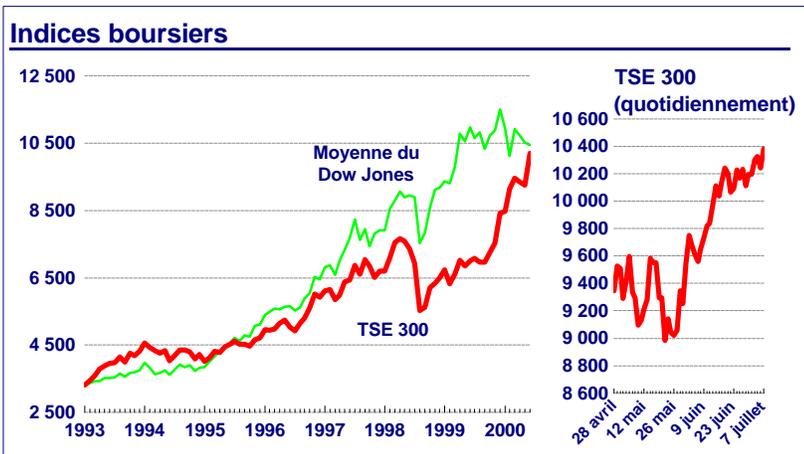
...et le dollar canadien s'est raffermi

- Le dollar canadien s'est légèrement redressé, renversant ainsi sa tendance à la baisse en juin, étant donné que de plus en plus d'investisseurs ne prévoient pas de hausse des taux d'intérêt des deux côtés de la frontière. Le dollar canadien n'a cessé de faire des gains tout au long de la première moitié du mois, atteignant un sommet de 0,6821 cents US le 19 juin. Par la suite, il a un peu perdu de sa vigueur, clôturant à 0,6754 cents US le 7 juillet.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	Mark all. c. \$CAN	Yen c. \$CAN
1998	0,6522	78,71	1,082	75,91
1999	0,6929	82,67	1,313	69,66
Janv. 2000	0,6918	84,15	1,333	72,77
Févr.	0,6898	84,39	1,370	75,43
Mars	0,6899	83,84	1,388	72,77
Avril	0,6756	83,47	1,409	71,90
Mai	0,6682	82,37	1,442	72,41
Juin	0,6754	83,06	1,393	71,84
7 juillet	0,6751			



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - juin	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	10 195	10,2	45,4
<i>Pétrole et gaz</i>	7 480	-1,6	25,7
<i>Métaux et minéraux</i>	3 330	-7,2	-12,4
<i>Services publics</i>	14 207	1,5	73,8
<i>Papiers et produits de la forêt</i>	4 944	-8,3	1,8
<i>Entreprises de distribution</i>	5 204	0,9	-4,7
<i>Services financiers</i>	8 377	-0,5	12,0
<i>Or</i>	4 458	1,0	-15,4
Coefficient de capitalisation des résultats*	30,3	2,5	-3,1
S&P 500	1 455	2,4	6,0
Dow Jones	10 448	-0,7	-4,8

*les colonnes 2 et 3 reflètent des changements de niveau



Tendances de l'économie américaine

Au premier trimestre, l'économie américaine a poursuivi sa forte croissance...

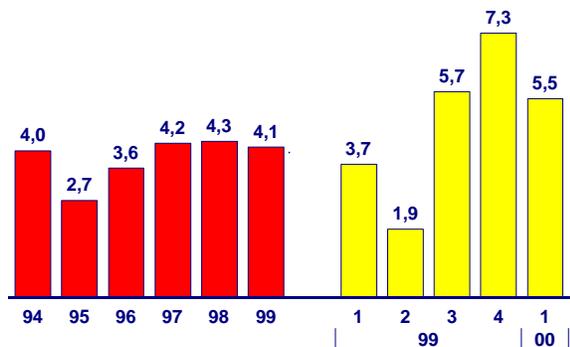
- Au premier trimestre de 2000, selon les estimations définitives, le PIB réel a fait un bond de 5,5 % (taux annuel), après avoir crû de 7,3 % au cours de la période précédente. Les fortes augmentations des dépenses de consommation et des investissements en capital fixe non résidentiels ont stimulé la production. La baisse des investissements dans les stocks et la hausse du déficit commercial ont freiné la croissance globale.
- Après avoir atteint un sommet sans précédent en mars (et pour le premier trimestre de 2000), le déficit commercial des États-Unis s'est atténué pour s'établir à 30,4 milliards de dollars en avril. Le recul des importations (-0,2 %) a fait diminuer le déficit puisque les exportations n'ont pratiquement pas changé par rapport à mars.
- En juin, le nombre d'emplois a progressé de 11 000. Il s'agit de la plus faible augmentation en quatre ans et demi. Dans le secteur privé, après un repli en mai, le nombre d'emplois a crû de 206 000, mais cette hausse a été largement annulée par la baisse enregistrée dans la fonction publique en raison du départ de 190 000 employés temporaires affectés au recensement. Le taux de chômage s'est légèrement replié, se fixant à 4 % en juin.

...mais la Réserve fédérale n'a pas modifié les taux

- Comme il était largement prévu, à sa réunion du 28 juin, le Comité de l'open market du Système fédéral de réserve a décidé de laisser les taux d'intérêt à 6,5 %. La Réserve fédérale a invoqué des signes de ralentissement de l'économie, mais elle s'est dit également préoccupée par les perspectives d'inflation, laissant ainsi la porte ouverte à une éventuelle hausse des taux lors de sa réunion d'août prochain.
- Dans la majorité des cas, les pressions sur les coûts demeurent maîtrisées. En mai, les prix à la production n'ont pas changé et les prix à la consommation ont progressé de 0,1 %, alors que les gains horaires moyens ont augmenté de 0,4 % en juin.

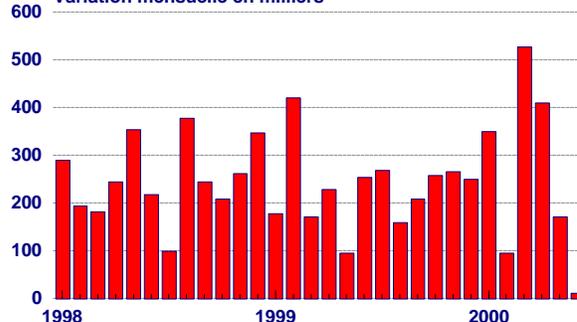
Croissance du PIB réel aux États-Unis

Variation en %, TAD



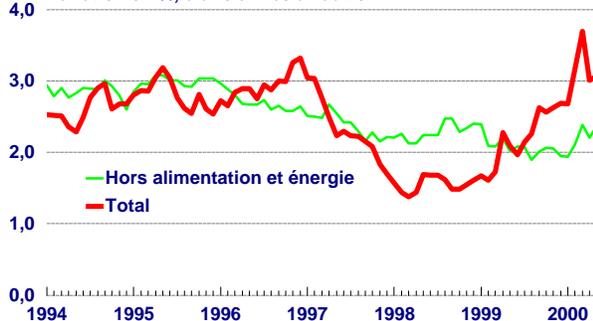
Évolution de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis

Variation mensuelle en milliers

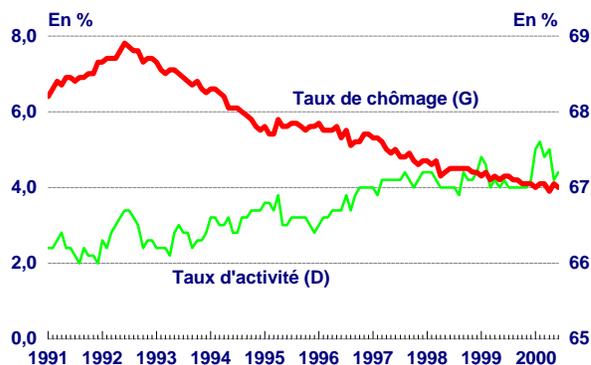


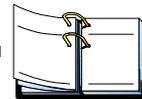
Hausse des prix à la consommation aux États-Unis

Variation en %, d'une année à l'autre



Taux de chômage et d'activité aux États-Unis





CANADA

Indice des prix à la consommation - Juin	13 juillet
Commerce international - Mai	19 juillet
Investissements privés et publics au Canada : Perspective révisée - 2000	19 juillet
Enquête sur le secteur de la fabrication - Mai	20 juillet
PIB au coût des facteurs - Mai	31 juillet
Enquête sur la situation des entreprises - Juillet	1er août
Enquête sur la population active - Juillet	4 août
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 2e trimestre 2000	30 août
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 2e trimestre 2000	31 août
Balance des paiements internationaux - 2e trimestre 2000	31 août
Taux d'utilisation de la capacité - 2e trimestre 2000	8 septembre

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Juin	18 juillet
Commerce international - Mai	19 juillet
PIB - 2e trimestre 1999, données avancées	28 juillet
Situation de l'emploi - Juillet	4 août
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	22 août

Nota : Les IEM de juillet sont fondés sur les données connues au 7 juillet 2000